

# L'UNION

## CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE



La précarité structurelle des étudiant-es s'est grandement aggravée durant la crise sanitaire, comme l'ont illustré les files d'attente aux différentes actions de solidarité menées par nos organisations.

Malgré cette situation, Emmanuel Macron va finir son mandat sans avoir réformé notre système de bourses comme il s'y était engagé. C'est pour cela qu'il faut se saisir de cette élection nationale pour porter la voix des étudiant-es qui, en décembre dernier, ont voté majoritairement pour des listes de rupture avec la politique gouvernementale. Pour résister à toute tentative de hausse généralisée des frais d'inscription ou de réduction du nombre de boursier-es issu-es de la classe moyenne comme le laissent entendre de récentes déclarations.

Au sein de cet organe décisionnel, il est possible de construire une réelle alternative à la représentation passive de certain-es, qui préfèrent s'abstenir sur la fin du repas à 1€ pour tout-es alors que les étudiant-es meurent de faim.

La liste d'Union contre la précarité étudiante que nous portons défend la vision d'un service public de la vie étudiante et la mise en protection sociale des étudiant-es afin que l'ensemble d'entre nous puisse acquérir son autonomie et s'émanciper. Elle s'inscrit dans la continuité de notre alliance au CNESER et se veut ancrée dans une démarche de transparence et d'indépendance locale afin de défendre au mieux les intérêts des étudiant-es, en s'en faisant le relai concret au niveau national. Notre travail de terrain, notre connaissance précise des réalités estudiantines et nos mobilisations locales nous permettront d'apporter des solutions pour construire l'avenir de nos Crous et défendre la voix des étudiant-es au Cnous.

**PROFESSION DE FOI**  
PRÉSENTÉE PAR L'UNION CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE  
ÉLECTION DES REPRÉSENTANT-ES ÉTUDIANT-ES AU CNOUS



**ÉLECTIONS 2022**  
**CNOUS**

# NOS PROPOSITIONS

## POUR UNE RÉFORME DU SYSTÈME DE BOURSES !

Notre système de bourses a largement démontré son incapacité à endiguer et éradiquer la précarité et la pauvreté étudiante. Il faut le refonder entièrement afin que plus aucun-e étudiant-e ne dépende de l'aide familiale, du salariat ou de prêts bancaires. Nous exigeons :

En urgence :

- Que les bourses soient calculées sur nos revenus propres et plus ceux de nos parents
- Une linéarisation permettant une hausse immédiate de l'ensemble des montants
- Étendre les bourses sur 12 mois
- Ouvrir l'accès aux bourses aux étudiant-es étranger-es

A long terme :

- La mise en place d'un revenu pour l'ensemble des étudiant-es au niveau du seuil de pauvreté

## RESTAURATION

Face aux mobilisations étudiantes, le Gouvernement avait étendu le repas à 1€ pour tous-tes, avant de le restreindre à nouveau aux boursier-ère-s seulement quelques mois plus tard, alors même que la crise sanitaire et économique perdurait. Aujourd'hui encore, de nombreux-ses étudiant-es n'ont pas accès à ce tarif en raison du manque et de l'inégale implantation de restaurants universitaires sur le territoire. Ainsi nous défendons :

- La création de point de restauration proposant un repas complet à tarifs sociaux sur tous les lieux d'études
- Le retour du repas à 1€ payé par l'Etat pour tous-tes et la suppression des menus à points

## LOGEMENT

Seule la moitié du plan 60 000 a été réalisé et pour la première fois le nombre d'étudiant-es vivant en logement Crous a baissé. Aujourd'hui, les Crous sont confrontés à une contradiction en ayant deux possibilités : construire en s'endettant auprès de bailleurs - où ils n'auront ainsi pas la main sur le prix du loyer - ou ne rien faire et rester dans un système où il n'y a pas assez de logements pour faire face à la hausse du nombre d'étudiant-es.

Pour permettre à tous-tes d'être logé-es dignement, nous revendiquons :

- La rénovation du parc immobilier sans augmentation de loyer.
- Une baisse des loyers et un plafonnement des loyers.
- Le respect de la trêve hivernale et la reconnaissance du statut de locataire.

## AIDES SOCIALES

Notre système d'aide et d'accompagnement social a montré son caractère indispensable lors de la crise, mais également son incapacité à répondre totalement à sa mission notamment en raison du manque de personnel et de la difficulté d'accès aux droits. Afin de permettre à ces services de répondre au besoin des étudiant-es, il faut :

- La mise en place d'un service social unifié et d'un guichet administratif unique des aides.
- Le recrutement d'assistant-es sociaux-les. Assurer à tous les sites délocalisé la présence physique d'assistant-es sociaux-les
- Accès à l'ensemble des aides aux étudiant-es étrangers et fin de toute les discriminations financières et administratives

## VIE ÉTUDIANTE ET SANTÉ

Les étudiant-es ont largement prouvé qu'ils et elles savaient s'organiser pour répondre à leurs besoins. Nous ne voulons pas d'une position de client de la vie étudiante mais en être les principaux-ales acteur-trices. Nous portons et souhaitons un retour à la gestion étudiante de cette vie étudiante et son financement par l'État. Celui-ci doit y prendre toute sa part en investissant massivement plutôt qu'en laissant les étudiant-es la payer à travers la CVEC.

- Relance nationale des Conseils de vie en résidence (CVR).
- Instauration systématique de budgets participatifs.
- Améliorer la transparence dans l'usage et le pilotage de la CVEC et le subventionnement des initiatives étudiantes. Nous devons en avoir un cadrage national.
- Mise en place de permanences de professionnel-les de santé et coordination entre les établissements et les Crous pour la création de Centre de santé sur tous les territoires
- Lancement d'un plan national pour la santé mentale

## BUDGET

Le désengagement de l'État se fait particulièrement sentir dans nos Crous. Durant la crise sanitaire, les Crous ont dû mobiliser leurs fonds de roulement. Dans le même temps, ils ont soit atteint leurs plafond ETP et/ou largement eu recours à des vacataires. Les Crous n'ont pas le budget pour assurer l'accessibilité, l'efficacité et la gratuité du service public à tous-tes les étudiant-es. Afin d'y faire face, nous devons dès maintenant :

- Renforcer la dotation pour garantir la présence du Crous partout, notamment dans les territoires sous-dotés comme en outre-mer, les petits sites dits délocalisés et les établissements non universitaires.
- Augmenter le plafond d'emploi, et assurer une meilleure répartition des emplois.

## BIFURCATION ÉCOLOGIQUE

- Une offre de restauration diversifiées, bio et issue des circuits-courts
- Proposer des paniers étudiants gratuitement en fin de service comme cela existe déjà dans certains Crous plutôt que jeter et gaspiller les denrées
- Rénovation thermique de l'ensemble des bâtiments du Crous qui le nécessite

## LUTTE CONTRE LES OPPRESSIONS

- Mise en place un plan national de lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans les résidences universitaires
- La création de nouvelles places de logements pour les étudiant-es en situations d'urgence (exclusion des LGBTI du logement familial, situations de violence, etc.).
- Garantir l'accessibilité de l'ensemble des lieux du Crous aux personnes en situation de handicap.

## TERRITOIRES DITS ULTRAMARINS

- La mise en place d'un complément de bourse comme il existe pour le traitement des fonctionnaires
- un surfinancement de ces Crous pour permettre de pratiquer les mêmes tarifs étudiants partout sur le territoire notamment en restauration
- Soutenir et relayer les revendications des luttes d'émancipation des territoires ultramarins

# PROFESSION DE FOI